

PIRATAGE DU BUNDESTAG ALLEMAND PAR LE GRU

En avril et mai 2015, des pirates informatiques ont pénétré le réseau informatique du Bundestag allemand et dérobé des données, notamment dans des bureaux de députés. L'UE a sanctionné l'officier du GRU Dmitri Badine, le chef du GRU Igor Kostioukov et l'unité 26165 du GRU (APT28) pour cette attaque.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

Décision (PESC) 2020/1537 du Conseil de l'UE du 22 oct. 2020, adoptant des sanctions cyber au titre de l'attaque contre le Bundestag. Le Procureur fédéral allemand a obtenu un mandat d'arrêt contre Dmitri Badine (mai 2020).

DERNIÈRES NOUVELLES

Les sanctions de l'UE restent en vigueur. M. Badine fait l'objet d'un mandat d'arrêt allemand et n'est pas détenu.

SOURCES

A EUR-Lex – Décision (PESC) 2020/1537 du Conseil · 2020-10-22

<https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2020/1537/oj>

C RFE/RL – L'UE sanctionne des Russes pour le piratage du Bundestag · 2020-10-22

<https://www.rferl.org/a/30907514.html>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et porter la question devant le Groupe de travail à composition non limitée des Nations Unies sur la sécurité du numérique.
- Appliquer le régime de sanctions cyber de l'UE aux unités responsables.
- Partager les indicateurs et renforcer la résilience des infrastructures critiques.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs